

La prime d'activité est un complément de revenus d'activité s'adressant aux travailleurs aux revenus modestes, salariés ou non salariés, dès 18 ans. Fin 2019, 4,50 millions de foyers en bénéficient, soit une augmentation de 42,7 % en un an après une hausse de 10,9 % en 2018. Cette très forte augmentation est la conséquence de la revalorisation exceptionnelle de la prime d'activité au 1^{er} janvier 2019, à la suite du mouvement social des Gilets jaunes. Fin 2020, 4,58 millions de foyers bénéficient de la prime d'activité, soit une légère augmentation de 1,6 % en un an.

Qui peut bénéficier de la prime d'activité ?

La prime d'activité est un complément de revenus d'activité destiné aux travailleurs aux revenus modestes. Instituée par la loi du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi, elle a remplacé à partir du 1^{er} janvier 2016, en France métropolitaine et dans les départements et régions d'outre-mer¹, le volet « complément de revenus d'activité » du revenu de solidarité active (le RSA activité) et la prime pour l'emploi (PPE) [voir annexe 2].

Toute personne majeure non étudiante, résidant de manière stable et effective en France² et percevant des revenus issus d'une activité professionnelle³ peut en bénéficier, sous condition de ressources. À ce titre, les ressources de l'ensemble des membres du foyer⁴ sont prises en compte, excepté notamment les revenus du patrimoine exonérés d'impôts, une partie des aides au logement et certaines prestations familiales (voir fiche 09).

Par dérogation, les élèves, étudiants ou apprentis, âgés de 18 ans ou plus, peuvent également bénéficier de la prime d'activité s'ils sont des

parents isolés⁵ ou s'ils perçoivent des revenus d'activité⁶ supérieurs, chaque mois du trimestre de référence, à 952,74 euros.

Le montant de l'allocation

La prime d'activité au titre d'un trimestre de référence donné est versée au cours du trimestre qui le suit immédiatement. Ce dernier est appelé « trimestre de droit ». Le montant de la prime d'activité versé chaque mois du trimestre de droit est égal à la moyenne des montants de prime d'activité calculés pour chaque mois du trimestre de référence. L'ensemble des paramètres du calcul sont pris en compte au cours du trimestre de référence, excepté la situation conjugale, qui est étudiée au jour de la demande ou au premier jour du trimestre de droit. Le montant de la prime d'activité est donc le même chaque mois du trimestre de droit.

Le montant de la prime d'activité calculé pour un mois donné du trimestre de référence est égal à la différence, tant qu'elle est positive⁷, entre la somme d'un montant forfaitaire, de 61 %

1. À Mayotte, la prime d'activité a été mise en place le 1^{er} juillet 2016. Le barème de la prime d'activité y est différent.

2. Certaines personnes étrangères doivent aussi être titulaires depuis au moins cinq ans d'un titre de séjour autorisant à travailler. Cette condition ne s'applique pas, par exemple, aux ressortissants de l'Union européenne, aux réfugiés ou aux personnes éligibles à la majoration de la prime d'activité.

3. Les indemnités pour les salariés en chômage partiel sont considérées comme un revenu d'activité pour le calcul de la prime d'activité.

4. Appartiennent au foyer l'allocataire, son conjoint et les personnes à charge de moins de 25 ans qui ne perçoivent pas ou n'ont pas perçu, au cours de l'année civile de droit, la prime d'activité en tant qu'allocataire ou conjoint.

5. Plus précisément, s'ils sont éligibles à la majoration de la prime d'activité, ce qui ne recouvre en réalité qu'une partie des parents seuls.

6. Contrairement à la rémunération de l'apprentissage, la gratification de stage n'est pas considérée comme un revenu d'activité. Pour bénéficier de la prime d'activité, le stagiaire doit donc avoir un emploi suffisamment rémunéré à côté.

7. Si la différence est négative, le montant de la prime est nul.

des revenus d'activité des membres du foyer et de bonifications individuelles, d'une part, et les ressources du foyer (qui sont réputées au moins égales au montant forfaitaire évoqué ci-avant⁸), d'autre part (encadré 1 et schéma 1).

Le montant forfaitaire de la prime d'activité est égal à 553,71 euros depuis le 1^{er} avril 2021 pour une personne seule sans enfant. Ce montant varie selon la composition familiale (tableau 1). Il peut être temporairement majoré dans le cas d'un parent isolé assumant la charge d'un ou

de plusieurs enfants ou bien dans le cas d'une femme enceinte isolée (ayant effectué la déclaration de grossesse et les examens prénataux). Sont considérées comme isolées les personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires, ne vivant pas en couple de manière notoire et permanente. La majoration est accordée pour une durée maximale de 12 mois, continus ou discontinus, au cours d'une période de 18 mois à compter de la date à laquelle les conditions d'ouverture du droit sont réunies⁹. Toutefois, la majoration est

Encadré 1 Exemples de calcul de la prime d'activité, selon trois cas types

Premier exemple

Une personne seule sans enfant à charge, percevant un salaire net mensuel de 800 euros et recevant une aide au logement.

Ses ressources au sens de la prime d'activité sont égales à : 800 (salaire) + 66,45 (forfait logement) = 866,45 euros.

Pour 800 euros de revenu d'activité, la bonification est de 50,32 euros.

Les ressources sont supérieures au montant forfaitaire (553,71 euros), donc le montant de la prime d'activité est égal à : $553,71 + 0,61 \times 800 + 50,32 - 866,45 = 225,58$ euros.

Deuxième exemple

Un couple sans enfant, au sein duquel chacun travaille, et dont les salaires nets mensuels sont respectivement de 400 euros et de 1 000 euros, sans aucune autre ressource, et propriétaire de son logement (sans remboursement d'emprunt immobilier).

Les ressources du foyer au sens de la prime d'activité sont égales à : 1 400 (salaire) + 132,89 (forfait logement pour deux personnes) = 1 532,89 euros.

Pour 1 000 euros de revenu d'activité, la bonification est de 101,86 euros ; pour 400 euros, la bonification est nulle.

Les ressources sont supérieures au montant forfaitaire (830,57 euros), donc le montant de la prime d'activité est égal à : $830,57 + 0,61 \times 1\,400 + 101,86 - 1\,532,89 = 253,54$ euros.

Troisième exemple

Un couple avec deux enfants à charge, au sein duquel chaque conjoint travaille, et bénéficiant d'une aide au logement (d'un montant supérieur au forfait logement).

Leurs salaires nets mensuels sont respectivement de 700 euros et 900 euros (soit 1 600 euros de revenus d'activité). Les allocations familiales s'élèvent à 132,74 euros.

Les ressources du foyer au sens de la prime d'activité sont égales à : 1 600 (salaire) + 164,45 (forfait logement pour trois personnes ou plus) + 132,74 (allocations familiales) = 1 897,19 euros.

Pour 700 euros de revenu d'activité, la bonification est de 24,55 euros ; pour 900 euros, la bonification est de 76,09 euros.

Les ressources sont supérieures au montant forfaitaire (1 162,79 euros), donc le montant de la prime d'activité est égal à : $1\,162,79 + 0,61 \times 1\,600 + 24,55 + 76,09 - 1\,897,19 = 342,24$ euros.

8. En d'autres termes, est soustrait à la somme le maximum entre le montant forfaitaire et les ressources du foyer.

9. Ce peut être la date d'une déclaration de grossesse, d'une naissance, de la prise en charge d'un enfant, d'une séparation, du décès du conjoint, etc.

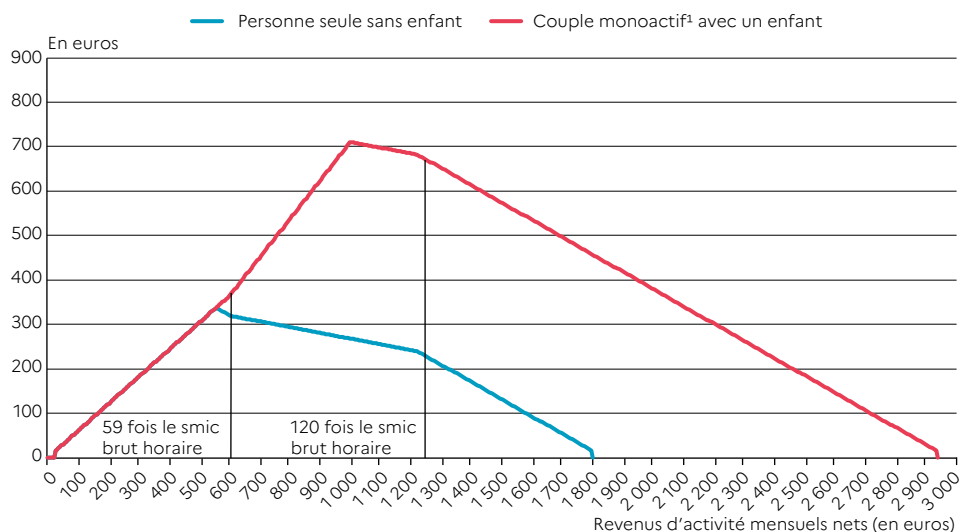
accordée jusqu'aux 3 ans du plus jeune enfant à charge.

Une bonification individuelle est attribuée à chaque membre du foyer ayant des revenus d'activité. Elle s'élève au maximum à 161,14 euros par mois (au 1^{er} avril 2021). Si les revenus d'activité mensuels nets d'un membre du foyer sont inférieurs à 59 fois le smic horaire brut (604,75 euros sur la base du smic en vigueur en 2021), son montant est nul. S'ils sont supérieurs à 120 fois le smic (1 230,00 euros), son montant est maximal. Entre ces deux jalons, le montant de la bonification

augmente linéairement. Le montant de la bonification individuelle a été exceptionnellement revalorisé au 1^{er} janvier 2019, en réponse au mouvement social des Gilets jaunes. Ainsi, le montant maximal a augmenté de 90 euros à cette date.

Un forfait logement (66,45 euros mensuels pour une personne seule ; 132,89 euros pour un foyer de deux personnes ; 164,45 euros pour un foyer de trois personnes ou plus) est, par ailleurs, ajouté aux ressources du foyer prises en compte pour le calcul de la prime d'activité, si le foyer est logé gratuitement, s'il est propriétaire sans

Schéma 1 Montant mensuel de la prime d'activité, au 1^{er} avril 2021, selon le revenu d'activité et la situation familiale d'un foyer ayant pour unique ressource des revenus d'activité



1. Couple monoactif : couple dont un seul membre déclare des revenus d'activité.

Note > En dessous de 15 euros, la prime d'activité n'est pas versée. Ce schéma prend en compte ce seuil de versement.

Lecture > Une personne seule sans enfant avec un revenu d'activité mensuel net de 700 euros, et sans autres ressources, perçoit 305 euros de prime d'activité par mois.

Source > Législation.

Tableau 1 Barème des montants mensuels forfaitaires de la prime d'activité, selon le type de foyer, au 1^{er} avril 2021

	En euros		
	Allocataire seul	Allocataire seul avec majoration	Allocataire en couple
Sans enfant	553,71	711,03 (grossesse)	830,57
1 enfant	830,57	948,04	996,68
2 enfants	996,68	1 185,05	1 162,79
Par enfant supplémentaire	221,48	237,01	221,48

Source > Législation.

remboursement d'emprunt ou s'il reçoit une aide au logement¹⁰.

Pour une personne seule, sans autres ressources que ses revenus d'activité, le point de sortie¹¹ de la prime d'activité se situe à 1 795 euros mensuels nets (*schéma 1*), soit 1,5 fois le smic net à temps plein (35 heures). Pour un couple avec un enfant dont un seul conjoint travaille, sans autres ressources que des revenus d'activité, il se situe à 2 930 euros nets, soit 2,4 fois le smic.

La prime d'activité est financée par l'État et versée par les caisses d'allocations familiales (CAF) et celles de la Mutualité sociale agricole (MSA).

Un allocataire sur deux est une personne seule sans personne à charge

Les personnes seules sans personne à charge sont surreprésentées dans le dispositif, puisque 54 % des allocataires de la prime d'activité sont dans ce cas, contre 26 % parmi l'ensemble des personnes de référence âgées de 18 à 69 ans dont le ménage comporte au moins une personne en emploi (*tableau 2*). 20 % des foyers allocataires sont des familles monoparentales. 13 % des foyers allocataires sont des couples monoactifs¹², 13 % des couples biactifs¹³. En conséquence, le nombre de foyers bénéficiant de plus d'une bonification individuelle est très faible (11 %)¹⁴. 80 % des foyers allocataires ne perçoivent qu'une seule bonification. 9 % n'en ont pas car aucune personne de leur foyer n'a de revenus d'activité supérieurs au seuil minimal pour percevoir des bonifications (591,77 euros par mois en 2019).

Les femmes représentent 57 % des bénéficiaires¹⁵ de la prime d'activité. Elles sont plus représentées que parmi la population âgée de 18 à 69 ans vivant dans un ménage dont au moins une personne est en emploi (50 %). La quasi-totalité des allocataires de la prime d'activité majorée sont

des femmes (90 %). Les 221 600 foyers bénéficiant de la majoration représentent 4,9 % des foyers allocataires de la prime d'activité.

Contrairement au RSA activité en vigueur jusque fin 2015, la prime d'activité est ouverte sans restriction particulière aux jeunes de 18 à 24 ans. Ces derniers sont d'ailleurs surreprésentés parmi les allocataires : 17 % d'entre eux ont moins de 25 ans, alors que les jeunes de 18 à 24 ans représentent 13 % de la population âgée de 18 à 69 ans vivant dans un ménage dont au moins une personne est en emploi (*tableau 2*). Il en est de même des personnes de 25 à 29 ans, qui représentent 17 % des allocataires de la prime d'activité et 10 % de la population âgée de 18 à 69 ans vivant dans un ménage dont au moins une personne est en emploi. Les personnes de 50 ans ou plus sont, en revanche, sous-représentées, particulièrement celles d'au moins 60 ans : 3 % des allocataires contre 8 % de la population âgée de 18 à 69 ans vivant dans un ménage dont au moins une personne est en emploi.

22 % des bénéficiaires de la prime d'activité la perçoivent depuis au moins trois ans. 22 % des bénéficiaires sont inscrits à Pôle emploi. Enfin, 11 % des bénéficiaires de la prime d'activité fin 2019 perçoivent également un minimum social d'insertion¹⁶ : le RSA, l'allocation de solidarité spécifique (ASS) ou l'allocation aux adultes handicapés (AAH) [*tableau 3*]. Parmi eux, huit sur dix cumulent la prime d'activité avec le RSA.

Plus de 70 % des bénéficiaires de la prime d'activité fin 2018 continuent à la percevoir fin 2019

Les bénéficiaires qui entrent dans la prime d'activité peuvent y rester pour une durée plus ou moins longue. L'échantillon national interrégimes d'allocataires de compléments de revenus

10. Plus exactement, les aides au logement sont incluses dans les ressources dans la limite du forfait logement.

11. C'est-à-dire le niveau de revenu d'activité au-dessus duquel la prime d'activité ne peut plus être perçue (calculé en tenant compte du seuil de versement, soit 15 euros mensuels).

12. Un seul membre du couple déclare des revenus d'activité.

13. Les deux membres du couple déclarent des revenus d'activité.

14. Environ 14 100 foyers ont au moins trois bonifications.

15. Les bénéficiaires sont les allocataires et leur conjoint.

16. Il est possible également de cumuler la prime d'activité avec un autre minimum social (autre que ceux dits « d'insertion »).

Tableau 2 Caractéristiques des allocataires de la prime d'activité, fin 2019

En %

Caractéristiques	Prime d'activité non majorée	Prime d'activité majorée	Prime d'activité	Population de 18 à 69 ans vivant dans un ménage dont au moins une personne est en emploi
Effectifs (en nombre)	4 283 000	221 600	4 504 600	33 101 700
Sexe¹				
Femme	56	90	57	50
Homme	44	10	43	50
Situation familiale²				
Seul sans personne à charge	56	Femme enceinte : 8	54	26
Seul avec personne(s) à charge	16	Femme avec 1 enfant : 40 Femme avec 2 enfants ou plus : 43 Homme avec 1 enfant : 5 Homme avec 2 enfants ou plus : 4	20 dont inactif avec enfant(s) actif(s) : < 0,3	12
Couple sans personne à charge	7		6 dont couple avec 1 seul actif : 2,5 dont couple avec 2 actifs : 3,5	21
Couple avec personne(s) à charge	21		20 dont couple avec 1 seul actif : 10 dont couple avec 2 actifs : 10 dont couple inactif avec enfant(s) actif(s) : < 0,1	41
Âge				
Moins de 25 ans	18	9	17	13
25 à 29 ans	17	18	17	10
30 à 39 ans	25	43	26	22
40 à 49 ans	21	24	21	23
50 à 59 ans	16	6	16	23
60 ans ou plus	3	0	3	8
Ancienneté dans la prime d'activité¹				
Moins de 1 an	49	65	49	-
1 an à moins de 2 ans	18	15	18	-
2 ans à moins de 3 ans	11	8	11	-
3 ans	22	12	22	-
Nombre de bonifications individuelles au sein du foyer				
0	nd	nd	9	-
1	nd	nd	80	-
2	nd	nd	11	-
Inscrits à Pôle emploi¹	22	22	22	nd

nd : non disponible.

1. Les répartitions par sexe et ancienneté dans la prime d'activité et la part d'inscrits à Pôle emploi sont calculées sur le champ des bénéficiaires (les allocataires et leurs conjoints), les autres répartitions sur les seuls allocataires.

2. Dans l'ensemble de la population, la répartition par situation familiale a été calculée au niveau du ménage, sans tenir compte des ménages complexes, en se restreignant aux personnes de référence.

Notes > Dans ce tableau, on appelle « actif » une personne déclarant des revenus d'activité. L'ancienneté dans la prime d'activité est calculée comme la présence ou non dans le dispositif au 31 décembre de chaque année. Les allers-retours en cours d'année ne sont donc pas comptabilisés.

Champ > France ; ensemble de la population : ménages ordinaires en France (hors Mayotte).

Sources > CNAF et MSA pour les effectifs ; CNAF pour les répartitions (96,5 % des allocataires de la prime d'activité relèvent des CAF) ; DREES, ENIACRAMS, pour le taux d'inscription à Pôle emploi et la répartition selon l'ancienneté dans la prime d'activité ; Insee, enquête Emploi 2019, pour les caractéristiques de l'ensemble de la population.

d'activité et de minima sociaux (ENIACRAMS)¹⁷ [voir annexe 1.1] permet d'estimer la part de bénéficiaires de la prime d'activité en une fin d'année qui ne la perçoivent plus un an plus tard, que celle-ci soit associée ou non à un minimum social.

Sur 100 bénéficiaires de la prime d'activité fin 2018, 72 continuent à la percevoir fin 2019 (tableau 4). Parmi les 28 ne la percevant plus fin 2019, 5 perçoivent à cette date un minimum social (essentiellement le RSA) et 6 sont indemnisés au titre du chômage¹⁸. La part des bénéficiaires de la prime d'activité fin 2017 qui ne la percevaient plus fin 2018 est plus élevée qu'entre fin 2018 et fin 2019 (34 % contre 28 %). Cette hausse est en très grande partie due à la revalorisation exceptionnelle de la prime d'activité au 1^{er} janvier 2019, qui a mécaniquement augmenté le seuil de sortie de la prestation.

Parmi 100 bénéficiaires de la prime d'activité seule¹⁹ fin 2018, 72 continuent à la percevoir fin 2019, 2 cumulent désormais la prime d'activité avec un minimum social et 27 ne perçoivent plus la prime d'activité. Parmi ces 27 bénéficiaires, 2 perçoivent un minimum social et 7 une indemnité chômage. 20 % des bénéficiaires de la prime d'activité seule majorée fin 2018 la touchent encore fin 2019. Cette très faible persistance est due aux conditions particulières d'attribution de la majoration (voir plus haut), mais elle est tout de même bien moindre que pour le RSA majoré (48 %), dont les conditions d'attribution sont pourtant similaires.

Parmi 100 bénéficiaires cumulant RSA et prime d'activité fin 2018 (cumul le plus fréquent [tableau 3]), 40 bénéficient encore de ces prestations fin 2019, 23 perçoivent désormais seulement

Tableau 3 Part de bénéficiaires de la prime d'activité percevant un minimum social d'insertion ou l'allocation d'aide au retour à l'emploi, fin 2019

	Minimum social				En %
	RSA	ASS	AAH	Ensemble des minima ¹	ARE ²
Part parmi les bénéficiaires de la prime d'activité	8,9	0,3	1,9	11,0	6,4

1. L'ensemble des minima comprend ici le RSA, l'ASS et l'AAH.

2. ARE : allocation d'aide au retour à l'emploi.

Notes > Pour la prime d'activité et le RSA, les chiffres concernent l'ensemble des bénéficiaires : les allocataires mais aussi leurs conjoints. Pour l'ASS, l'AAH et l'ARE, les chiffres ne concernent que les allocataires. En plus du cumul de la prime d'activité avec un minimum social, les cumuls de minima sociaux entre eux sont peu fréquents mais possibles (voir fiche 06). Ici, lorsqu'une personne cumule la prime d'activité avec deux minima sociaux, elle apparaît dans chacune des colonnes associées, ce qui explique, outre les questions d'arrondis, que la somme des trois premières colonnes ne corresponde pas à la colonne « Ensemble des minima ».

Lecture > Parmi les bénéficiaires de la prime d'activité fin 2019, 8,9 % perçoivent également le RSA.

Champ > France, bénéficiaires de la prime d'activité âgés de 16 ans ou plus au 31 décembre 2019.

Source > DREES, ENIACRAMS.

17. Les données de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) qui alimentent l'ENIACRAMS sont modifiées par rapport aux éditions précédentes de l'ouvrage. Ce sont désormais les données définitives qui sont mobilisées, c'est-à-dire les données extraites à six mois du mois de droit. Auparavant, il s'agissait des données extraites à six semaines du mois de droit (données dites « semi-définitives ») [voir annexe 1.3]. L'impact du passage aux données définitives de la CNAF sur l'étude de la sortie et de l'entrée dans la prime d'activité d'une fin d'année à la suivante est très faible. Ainsi, l'écart le plus fort entre les deux types de données pour la sortie de la prime d'activité concerne les bénéficiaires cumulant prime d'activité et AAH fin 2018 : avec les données semi-définitives, 15,9 % d'entre eux ne perçoivent plus la prime d'activité fin 2019, contre 16,8 % avec les données définitives. Pour l'entrée dans la prime d'activité, l'écart le plus fort concerne les bénéficiaires de la prime d'activité seule fin 2019 : avec les données semi-définitives, 50,5 % d'entre eux ne percevaient pas la prime d'activité fin 2018, contre 49,5 % avec les données définitives.

18. L'ASS n'est pas prise en compte dans cette fiche comme une indemnité chômage.

19. Un bénéficiaire de la prime d'activité seule ne cumule pas la prime d'activité avec un minimum social.

Tableau 4 Devenir, un an après, des bénéficiaires de la prime d'activité au 31 décembre 2018

En %

	Situation au 31 décembre 2018							Ensemble des bénéficiaires de la prime d'activité
	Prime d'activité seule			Cumul de la prime d'activité avec un minimum social ¹				
	Non majorée	Majorée	Total	PA ² + RSA	PA + ASS	PA + AAH	PA + minimum social ³	
Présents dans la prime d'activité	73,5	70,4	73,4	62,7	56,3	83,2	66,0	72,4
Prime d'activité seule, dont	71,7	67,8	71,6	23,0	25,5	1,1	19,6	64,2
prime d'activité non majorée	70,7	48,0	69,7	22,0	24,9	1,1	18,8	62,6
prime d'activité majorée	1,0	19,8	1,8	0,9	0,6	0,0	0,8	1,7
Prime d'activité + minimum social, dont	1,8	2,6	1,9	39,7	30,8	82,1	46,4	8,1
RSA	1,7	2,5	1,7	39,6	4,0	0,1	32,5	6,1
ASS	0,1	0,1	0,1	0,1	26,7	0,0	0,9	0,2
AAH	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	82,1	13,4	2,0
Non-présents dans la prime d'activité	26,5	29,6	26,6	37,3	43,7	16,8	34,0	27,6
Bénéficiaires d'un minimum social et non indemnisés au titre du chômage, dont	1,8	3,4	1,9	23,1	29,3	13,8	21,6	4,7
RSA	1,6	3,3	1,6	22,3	1,9	0,1	18,3	4,0
ASS	0,1	0,1	0,1	0,2	26,7	0,0	1,0	0,2
AAH	0,1	0,0	0,1	0,6	0,7	13,7	2,7	0,5
Indemnisés au titre du chômage et bénéficiaires d'un minimum social, dont	0,3	0,7	0,4	1,9	0,4	1,5	1,8	0,6
RSA	0,3	0,7	0,3	1,9	0,4	0,0	1,5	0,5
ASS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AAH	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	1,5	0,3	0,1
Indemnisés au titre du chômage sans bénéficier d'un minimum social	6,3	7,3	6,3	3,3	3,5	0,1	2,8	5,8
Ni bénéficiaires d'un minimum social ni indemnisés au titre du chômage, dont	18,0	18,2	18,0	9,0	10,6	1,4	7,8	16,6
décédés	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,5	0,2	0,1

1. En plus du cumul avec la prime d'activité, les cumuls de minima sociaux sont peu fréquents mais possibles (voir fiche 06). Lorsqu'une personne perçoit, en plus de la prime d'activité, deux minima sociaux fin 2018, elle apparaît dans chacune des colonnes correspondant au cumul avec ces minima. Lorsqu'une personne perçoit deux minima fin 2019, pour les colonnes « PA + RSA », « PA + ASS » et « PA + AAH », elle n'apparaît que dans une ligne et est assignée en priorité vers le minimum qu'elle touchait fin 2018 (si elle perçoit toujours la prime d'activité, il s'agit des lignes de la partie « Présents dans la prime d'activité » ; sinon, il s'agit des lignes de la partie « Non-présents dans la prime d'activité »). En revanche, pour les autres colonnes du tableau, lorsqu'une personne perçoit deux minima fin 2019, elle apparaît dans deux lignes, parmi celles du RSA, de l'ASS et de l'AAH (si elle perçoit toujours la prime d'activité, il s'agit des lignes de la partie « Présents dans la prime d'activité » ; sinon, il s'agit des lignes de la partie « Non-présents dans la prime d'activité »). Cela explique que le pourcentage de présents dans la catégorie « Prime d'activité + minimum social » ne corresponde pas à la somme des lignes RSA, ASS et AAH associées. Il en est de même parmi les non-présents dans la prime d'activité, pour le pourcentage de présents dans la catégorie « Bénéficiaires d'un minimum social et non indemnisés au titre du chômage » ou « Indemnisés au titre du chômage et bénéficiaires d'un minimum social ».

2. PA : prime d'activité.

3. Cette colonne correspond au cumul de la prime d'activité avec le RSA, l'ASS ou l'AAH.

Note > Pour la prime d'activité et le RSA, les chiffres concernent l'ensemble des bénéficiaires : les allocataires mais aussi leurs conjoints. Pour l'ASS et l'AAH, les chiffres ne concernent que les allocataires.

Lecture > Parmi les bénéficiaires de la prime d'activité seule non majorée fin 2018, 70,7 % la perçoivent encore un an après et 26,5 % ne perçoivent plus la prime d'activité.

Champ > France, bénéficiaires âgés de 16 à 58 ans au 31 décembre 2018.

Source > DREES, ENIACRAMS.

la prime d'activité, signe a priori d'une hausse de leurs revenus, et 37 ne sont plus bénéficiaires de la prime d'activité. Parmi ces 37, 24 touchent encore le RSA et 5 une indemnité chômage (2 perçoivent les deux). La part des sortants de la prime d'activité en 2019 parmi les personnes cumulant cette prime et le RSA fin 2018 est plus élevée que celle des bénéficiaires de la prime d'activité seule fin 2018 (37 % contre 27 %). Les sorties de la prime d'activité pour ces cas de cumul fin 2018 sont beaucoup plus liées à l'interruption de revenus d'activité que pour les bénéficiaires de la prime d'activité seule : 28 % des bénéficiaires cumulant prime d'activité et RSA fin 2018 sont sortis de la prime d'activité et perçoivent des minima sociaux ou des allocations chômage fin 2019, contre 9 % des bénéficiaires de la prime d'activité seule fin 2018.

Enfin, parmi 100 bénéficiaires cumulant l'AAH et la prime d'activité fin 2018, 82 continuent à les percevoir fin 2019. 79 % des personnes cumulant l'AAH et la prime d'activité fin 2018 sont employées dans un établissement et service d'aide par le travail (Esat). La persistance de ce cumul reflète donc la stabilité de leur situation : ils ne sortent pas de l'AAH et ne quittent pas leur Esat d'une année sur l'autre. Parmi les 17 bénéficiaires cumulant l'AAH et la prime d'activité fin 2018 mais ne percevant plus la prime d'activité fin 2019, 15 perçoivent encore l'AAH à cette date.

La moitié des bénéficiaires de la prime d'activité fin 2019 la percevaient déjà fin 2018

Parmi 100 bénéficiaires de la prime d'activité fin 2019, 51 la percevaient déjà fin 2018 (tableau 5). Parmi les 49 entrants, 6 recevaient un minimum social, dont 5 le RSA. La proportion d'entrants est bien plus forte qu'entre fin 2017 et fin 2018 (49 % contre 40 %), en raison de la revalorisation exceptionnelle de la prime d'activité au 1^{er} janvier 2019. Parmi 100 bénéficiaires de la prime d'activité seule fin 2019, 48 la percevaient déjà fin 2018 et 2 cumulaient prime d'activité et RSA. Parmi les 50 entrants, seulement 3 bénéficiaient d'un minimum social.

Parmi les bénéficiaires cumulant prime d'activité et minimum social fin 2019, la proportion percevant déjà la prime d'activité fin 2018 est assez proche de celle des bénéficiaires de la prime d'activité seule : 53 % contre 51 %, 43 % cumulant déjà la prime d'activité avec un minimum social et 10 % ne percevant que la prime d'activité. Mais, selon le minimum social perçu, les tendances sont différentes. Ainsi, 49 % des bénéficiaires cumulant prime d'activité et RSA fin 2019 percevaient déjà la prime d'activité fin 2018. Cette part ne s'élève qu'à un peu plus d'un tiers pour le cumul de la prime d'activité avec l'ASS, alors qu'elle atteint 71 % pour les bénéficiaires cumulant prime d'activité et AAH fin 2019. 66 % des bénéficiaires cumulant prime d'activité et minimum social fin 2019, mais ne percevant pas la prime d'activité fin 2018, recevaient un minimum social à cette date. Les entrées dans le cumul d'un minimum social et de la prime d'activité se font donc surtout « par le bas ».

Légère hausse des effectifs en 2020 dans le contexte de la crise sanitaire

Fin 2019, 4,50 millions de foyers bénéficient de la prime d'activité en France, soit une forte augmentation de 42,7 % en un an, après une hausse de 10,9 % en 2018 (graphique 1). Fin 2020, 4,58 millions de foyers bénéficient de la prime d'activité, soit une légère hausse de 1,6 %. Les effectifs ont diminué à l'issue du confinement du printemps 2020 avant de repartir à la hausse à partir du mois de septembre et de retrouver, voire de dépasser, leur niveau d'avant-crise. D'après des modélisations de la CNAF, le nombre de foyers allocataires de la prime d'activité demeure fin 2020 nettement inférieur à celui qu'il aurait dû être si la crise sanitaire n'avait pas eu lieu²⁰.

La forte augmentation du nombre d'allocataires en 2019 s'explique essentiellement par la revalorisation exceptionnelle de 90 euros du montant maximal de la bonification individuelle à partir du 1^{er} janvier 2019, à la suite du mouvement social des Gilets jaunes. L'effet de cette revalorisation passe par deux canaux : elle a augmenté

20. Source : CNAF (2021).

le seuil de sortie et elle a conduit des personnes qui étaient éligibles à la prestation avant sa revalorisation, mais qui ne la demandaient pas, à recourir à la prime d'activité. Le fait que l'annonce de cette revalorisation ait eu lieu début décembre 2018 a accru le niveau des effectifs dès la fin de l'année 2018, incitant des non-recourants à la prime d'activité à la solliciter, même si la dynamique des effectifs était déjà orientée à la hausse (+95 900 allocataires entre septembre 2017 et septembre 2018, soit +3,4 %).

Avec les conjoints et les enfants à charge, fin 2019, 8,9 millions de personnes sont couvertes par ce dispositif, soit 13,2 % de la population française, dont 5,10 millions déclarent des revenus d'activité²¹. Le montant moyen

mensuel par foyer bénéficiaire est de 213 euros en 2019. Au total, les dépenses d'allocation de la prime d'activité s'élèvent à 9,8 milliards d'euros en 2019, soit une augmentation de 73,2 % par rapport à 2018 (en euros constants de 2019). Cette forte augmentation des dépenses sur l'année 2019 s'explique par la revalorisation exceptionnelle du montant maximal de la bonification individuelle à partir du 1^{er} janvier 2019, qui a augmenté à la fois les effectifs et le montant moyen par foyer bénéficiaire.

Au 31 décembre 2019, les allocataires de la prime d'activité représentent 9,9 % de la population âgée de 15 à 69 ans. La proportion d'allocataires est légèrement plus élevée dans les DROM (11,3 % hors Mayotte), notamment en Martinique

Tableau 5 Situation, un an avant, des bénéficiaires de la prime d'activité au 31 décembre 2019

En %

		Situation au 31 décembre 2019							Ensemble des bénéficiaires de la prime d'activité
		Prime d'activité seule			Cumul de la prime d'activité avec un minimum social ¹				
		Non majorée	Majorée	Total	PA ² + RSA	PA + ASS	PA + AAH	PA + minimum social ³	
Situation au 31 décembre 2018	Présents dans la prime d'activité	51,1	34,9	50,5	49,3	35,9	71,4	52,9	50,7
	Prime d'activité seule, dont	48,9	32,6	48,3	11,7	9,8	2,9	10,2	44,1
	prime d'activité non majorée	47,5	17,2	46,4	11,0	9,3	2,8	9,6	42,4
	prime d'activité majorée	1,4	15,4	1,9	0,7	0,5	0,1	0,6	1,8
	Prime d'activité + minimum social, dont	2,2	2,3	2,2	37,6	26,1	68,6	42,7	6,6
	RSA	2,1	2,2	2,1	37,5	2,2	0,4	30,3	5,2
	ASS	0,1	0,1	0,1	0,1	23,9	0,0	0,8	0,2
	AAH	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	68,1	11,8	1,3
	Non-présents dans la prime d'activité	48,9	65,1	49,5	50,7	64,1	28,6	47,1	49,3
	Bénéficiaires d'un minimum social, dont	3,1	4,3	3,1	32,0	40,3	25,0	30,9	6,2
	RSA	2,7	4,0	2,8	31,3	2,1	0,7	25,5	5,3
ASS	0,4	0,4	0,4	0,6	38,1	0,1	1,7	0,5	
AAH	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	24,3	4,3	0,5	

1 à 3 : voir tableau 4.

Note > Pour la prime d'activité et le RSA, les chiffres concernent l'ensemble des bénéficiaires : les allocataires mais aussi leurs conjoints. Pour l'ASS et l'AAH, les chiffres ne concernent que les allocataires.

Lecture > Parmi les bénéficiaires de la prime d'activité seule non majorée fin 2019, 51,1 % percevaient déjà la prime d'activité un an auparavant.

Champ > France, bénéficiaires âgés de 16 ans ou plus au 31 décembre 2019.

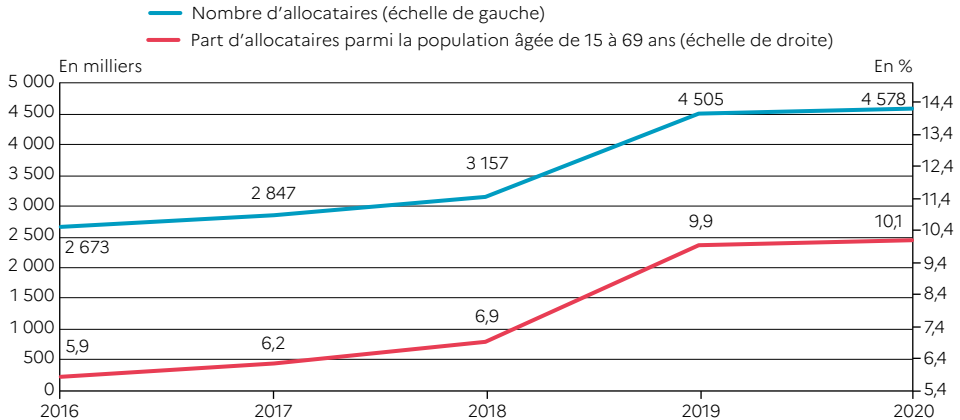
Source > DREES, ENIACRAMS.

21. Chiffre calculé en utilisant la part de personnes déclarant des revenus d'activité pour le champ régime général (l'information n'étant pas disponible pour le champ régime agricole).

(12,5 %) et à La Réunion (12,9 %). En France métropolitaine, la part d'allocataires est importante dans les départements du pourtour méditerranéen (Pyrénées-Orientales, Aude, Ariège, Hérault, Vaucluse) où elle est supérieure à 12 %. La répartition départementale des allocataires de la prime

d'activité est relativement proche de celle des allocataires du RSA en France métropolitaine même si, avec la revalorisation de la prime d'activité, la corrélation entre les deux répartitions diminue légèrement en 2019²². ■

Graphique 1 Évolution du nombre, et de la part parmi la population âgée de 15 à 69 ans, d'allocataires de la prime d'activité, depuis 2016



Champ > Effectifs en France, au 31 décembre de chaque année.

Sources > CNAF ; MSA ; Insee, population estimée au 1^{er} janvier de l'année $n+1$ (pour la part d'allocataires de l'année n).

Pour en savoir plus

- > Des données annuelles sur la prime d'activité sont disponibles par département depuis 2016 dans l'espace Open data de la DREES, thème Minima sociaux et pauvreté, jeu de données Minima sociaux, RSA et prime d'activité, fichier RSA et prime d'activité-données départementales, tableau 10 : data.drees.solidarites-sante.gouv.fr.
- > Des données mensuelles sur la prime d'activité sont disponibles par département depuis 2017 dans l'espace Open data de la DREES, thème Minima sociaux et pauvreté, jeu de données Données mensuelles sur les prestations de solidarité : data.drees.solidarites-sante.gouv.fr.
- > Cabannes, P.-Y., Calvo, M., Echegu, O. (2020, décembre). Plus de 2 millions d'allocataires du RSA fin octobre 2020 - Mise en place d'un suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire. DREES, *Études et Résultats*, 1175.
- > CNAF (2021, avril). Estimations avancées des évolutions des foyers allocataires de la prime d'activité. CNAF, *Prime d'activité conjoncture*, supplément exceptionnel lié à la Covid-19.
- > Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) en lien avec la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) et la DREES (2017). Rapport d'évaluation de la prime d'activité.
- > Formont, C., Jacquemin, L. (2021, janvier). Forte hausse des bénéficiaires de la prime d'activité en 2019. Insee, *Insee Focus*, 222.

22. Le coefficient de corrélation entre la part d'allocataires de la prime d'activité et celle du RSA dans un département est ainsi passé de 0,6 en 2018 à 0,5 en 2019 en France métropolitaine. La corrélation en France entière est moindre et a diminué plus fortement : 0,2 en 2019 contre 0,4 en 2018.